

PARIS  
1 franc 50 cent.  
PAR MOIS.

DÉPARTEMENTS  
3 fr. par mois

Les abonnements datent les 1<sup>er</sup> et  
16 de chaque mois.

# LA TRIBUNE

## DE LA LIBERTÉ.

INSERCTIONS.  
75 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies sont  
expressément refusées.

J.-B. GIRALDON, DIRECTEUR-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN  
CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

### SOMMAIRE.

Séance de l'Assemblée nationale. — Résultat du scrutin de la demande en poursuites contre M. Louis Blanc. — Discours de M. Louis Blanc et Jules Favre. — Projet de loi sur l'organisation du travail. — Récit complet et détaillé des troubles de Vienne. — Le Club des femmes. — Avis concernant les élections. — Nouvelles révélations au sujet de l'assassin de Lillebonne. — Nouvelles d'Italie. — Nouvelles des départements. — Nouvelles de l'étranger. — Nouvelles diverses. — Cours de la Bourse.

## Paris, 3 Juin.

### Le Club des Femmes.

Depuis quelque temps, la curiosité publique est vivement excitée par l'existence d'un nouveau club, le club des Femmes, qui siège au bazar Bonne-Nouvelle. Chaque soir, des groupes animés se forment à la porte du local des séances, et discutent avec chaleur les droits de la plus belle moitié du genre humain.

L'esprit français, qui ne perd jamais les siens, se donne à cette occasion largement carrière, et le nouveau club est l'objet de bien des plaisanteries plus ou moins neuves, plus ou moins originales, auxquelles certains journaux ne dédaignent pas d'accorder place dans leurs colonnes.

Nous n'entendons pas, le moins du monde, aborder le grave sujet des droits de la femme, fréquemment discutés par d'éminents jurisconsultes ; mais il nous semble qu'au moment où le pouvoir exécutif présente à l'Assemblée nationale une loi sur le divorce, c'est bien le moins que la portion de la société que cette loi inégalement plus spécialement, puisse mettre en commun les lumières de ses membres, et avise au moyen d'amener une solution qui concilie la morale et la loi.

La femme est exclue, parmi nous, de toute participation à la formation de la loi ; et cependant l'obéissance à la loi lui est commandée comme à l'homme. Elle n'a point de droits politiques ; ses droits civils sont restreints dans des limites fort étroites, et nos codes consacrent à son égard une inégalité choquante. C'est donc une matière des plus dignes d'examen que la question des droits de la femme, et nous voudrions qu'on ne l'abordât qu'avec la gravité que commande une question qui touche à tout ce que la société a de plus intime, de plus saint, de plus sacré, la propriété, la fraternité, la constitution de la famille.

Nous ne savons si le club des femmes répond à sa haute et sainte destination ; car nous n'avons point assisté à ses séances. Mais s'il n'était pas à la hauteur de sa mission, nous engagerions les femmes les plus éclairées et les plus dignes de respect, à constituer entre elles une société où les questions qui se rattachent à la femme et spécialement au divorce seraient débattues ; le résultat de ces discussions devrait être résumé dans une pétition à laquelle nous ouvririons avec empressement nos colonnes, et qui ne pourra qu'être prise en haute considération par l'Assemblée législative.

### La véritable organisation du travail.

L'erreur fondamentale dans laquelle sont tombés la plupart des économistes qui ont traité la question de l'organisation du travail, consiste à vouloir à tout prix la suppression du salaire et l'association du travailleur aux bénéfices résultant de son travail. Ils oublient que le salaire est un mode de rétribution parfaitement juste, et que ce n'est pas à l'existence du salaire, mais à son insuffisance, qu'il faut attribuer le malaise de la majorité des travailleurs.

Ce qu'il faut établir, ce n'est pas l'association du travail, c'est sa liberté, c'est un salaire équitable, c'est l'assurance contre le chômage, les infirmités et la vieillesse.

Il faut réaliser trois points :

1° La liberté du travail ;

2° Un minimum de salaire qui suffise aux besoins du travailleur ;

3° Une assurance efficace contre la suspension du travail et l'incapacité du travailleur.

Nous avons cherché à réaliser ces trois garanties fondamentales dans le projet de décret suivant que nous présenterons, par voie de pétition, à l'adoption de l'Assemblée nationale, et que nous reproduirons à chaque session jusqu'à ce qu'il soit devenu la loi de la République.

### Projet de décret sur l'organisation du travail et l'assurance mutuelle entre tous les Français.

L'Assemblée nationale :

Considérant qu'il importe d'organiser le travail dans toute l'étendue du territoire de la République ;

Que cette organisation, pour être bienfaisante et durable, doit être fondée sur la triple base des grands principes que la République a inscrits sur son drapeau ;

La Liberté, l'Égalité, la Fraternité.

Que la Liberté exige que le travail soit libre et qu'il ne soit apporté à l'industrie aucune entrave ;

Que l'Égalité veut que tous les citoyens aient un droit égal au travail, et à la subsistance qu'il procure ;

Que la Fraternité commande à tous les hommes de se venir mutuellement en aide, et de former entre eux une société d'assurance universelle contre la suspension forcée et inévitable du travail, contre la maladie, les infirmités et la vieillesse.

Voulant associer ces trois principes, les étayer et les compléter l'un par l'autre ;

Par ces motifs, elle a rendu le décret suivant :

Art. 1<sup>er</sup> Le travail est libre ; le taux des salaires est librement débattu entre les patrons et les ouvriers de chaque profession représentés par les délégués élus par eux et composant un conseil de prud'hommes, conformément aux dispositions du décret du 27 mai 1848.

2. Ce conseil fixera chaque année dans chaque corps d'état ou profession, le minimum du salaire à la tâche, à la journée au mois ou à l'année. Cette fixation devra chaque année être renouvelée ; elle sera basée sur la moyenne du prix de vente et du prix des subsistances.

3. Tout Français majeur de l'un ou de l'autre sexe, quelle que soit sa profession, sera tenu de verser chaque mois, et par douzième entre les mains du maire de sa commune et quelque soit la quotité des autres impôts qu'il acquitte, un pour cent de son revenu annuel. Pour la fixation de ce revenu, la déclaration du contribuable sera acceptée, sous toute réserve des peines encourues pour déclaration mensongère. Le revenu des ouvriers et ouvrières sera évalué par la moyenne annuelle de leur salaire. La contribution des ouvriers et employés de deux sexes sera acquittée par les mains de leur patron respectif au moyen d'une retenue faite sur le montant mensuel des traitements et salaires.

4. Le produit de cet impôt sera, tous les trois mois, versé par le maire de la commune entre les mains du maire du canton, déduction faite d'un cinquième, qui restera, comme fonds de réserve, dans la caisse communale.

Chaque année, le contenu de la caisse cantonale sera versé dans une caisse départementale spécialement établie dans ce but.

Toutes les sommes dépassant 1 million seront versées par la caisse départementale dans une caisse nationale, dont le siège sera à Paris, et qui centralisera le produit des caisses départementales de toute la République.

5. Cette caisse prendra pour titre : Caisse d'assurance nationale contre le chômage, les infirmités et la vieillesse.

6. L'Assemblée nationale, sur le compte annuel qui lui sera rendu de la situation de la caisse d'assurance nationale, fixera chaque année la somme qui sera allouée aux trois catégories de citoyens ayant droit, savoir :

1° Aux vieillards ;

2° Aux malades et infirmes ;

3° Aux travailleurs sans ouvrage.

7. Cette allocation, dans chaque catégorie, sera la même pour tous les ayant droits, sans distinction de sexe, d'âge ou de profession, l'allocation étant purement alimentaire et tous les Français ayant un droit égal à la subsistance.

8. Indépendamment de l'impôt de 4 pour 100 sur les revenus, la caisse d'assurance nationale recevra encore :

1° Le produit des successions collatérales, à compter du troisième degré ;

2° Le produit des dons et legs auxquels les donateurs ou testateurs auront donné cette destination spéciale.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Dès que les élections vont être terminées, dès que le Gouvernement n'aura plus besoin des journaux, les projets de décret restrictif de la liberté de la presse vont pleuvoir à l'Assemblée nationale.

On en présentera trois dès vendredi : l'un concernant l'affichage, l'autre la vente des journaux sur la voie publique, l'autre sur le timbre, dit-on. (Réforme.)

Il ne nous est parvenu aujourd'hui aucune nouvelle politique de Berlin. On sait que cette capitale est dans une situation très critique. De même les journaux belges ne nous sont point arrivés.

Plusieurs avis qui nous parviennent de différents côtés engagent les électeurs du département de la Seine à inscrire sur leur bulletin de vote en gros caractères, et par ordre alphabétique, les onze noms des représentants sur lesquels ils auront fixé leur choix. Lors des dernières élections, le dépouillement des scrutins aurait été terminé un jour plus tôt, si les électeurs avaient eu cette précaution.

### Troubles à Vienne.

Le ministère a accordé tout ce que le peuple avait demandé. Les militaires se retirent ; les étudiants restent. Près de la petite tour, deux étudiants et un garde national ont été tués.

(Gazette d'Aix-la-Chapelle.)

Du 28 mai. Une notification du comte de Montécuculi, en date du 25 courant, qui déclarait que la légion académique était dissoute et incorporée dans la garde nationale, occasionna la plus grande agitation, non-seulement parmi les étudiants, mais dans toute la population. Les portes étaient occupées par les troupes et fermées, en sorte que les communications avec les faubourgs étaient interrompues. A neuf heures et demie, une foule d'individus de toutes classes environnaient l'université. Il y avait des gardes nationaux, des bourgeois, qui s'exprimaient en termes énergiques contre Montécuculi. Les étudiants n'étaient pas encore tous arrivés dans la grande salle ; mais ceux qui y étaient avaient des armes, et la plupart paraissaient décidés à une résistance désespérée. Tout à coup le bruit se répand que les soldats s'avancent ; on se précipite hors de la salle. Toutes les issues sont occupées. Un bataillon de Nugent arrive de la Bechertrase, et bientôt il s'arrête. Une députation va au-devant du général Sardagna, et les soldats se retirent. Les esprits se calment un peu ; mais bientôt de nouveaux étudiants arrivent avec leurs armes ; de tous côtés on crie à la réaction et à la trahison ; on demande le retrait de l'ordre du jour du général commandant comte d'Auersperg, qui devait exécuter les neuf points contenus dans la notification. Plusieurs orateurs cherchent à pacifier le peuple. L'un d'eux conseille à la légion de ne pas sortir de l'université, et que le comte prendra une décision. Il y a beaucoup de groupes dans les rues ; mais les magasins sont ouverts et le commerce n'est pas interrompu. Les troupes autrichiennes occupent les principales places de la ville ; dans quelques endroits il y a des canons. La garde nationale n'est pas encore sortie.

11 heures. Les magasins sont fermés. On voit des individus courir dans toutes les directions, notamment vers le Stubenversel. Près du Rothenthurmthor, une collision a eu lieu entre le peuple et les soldats. Un bourgeois, M. Drechster, qui voulait passer, en est empêché par un soldat qui croise la baïonnette. Il le prie de le laisser passer. Mais il le frappe d'un coup de baïonnette, et il tombe mort. Ce fait occasionne une exaspération gé-



nérale. Tout le monde crie : Des barricades ! des barricades ! En un instant des barricades s'élèvent, comme par magie autour de l'université et dans les rues environnantes. Hommes, femmes, enfants, apportent des matériaux de tout genre : tonneaux, caisses, guérites, chaises, équipages. Dans plusieurs endroits on arrache des pavés et on les emploie à faire des barricades. On en emporte une partie aux étages supérieurs des maisons, et on les étale sur les fenêtres. Des drapeaux blancs, surtout des drapeaux allemands, flottent sur les barricades qui sont garnies de défenseurs. Tout le Stubenversel présente l'aspect d'une série de petites forteresses.

La garnison, renforcée d'un régiment, n'a fait encore aucun préparatif d'attaque. On bat la générale, le tocsin sonne. Les ouvriers de la ville et des faubourgs, qui avaient enfoncé les portes, arrivent et mettent la main à l'œuvre. La garde nationale a pris position sur le Hof et sur le Graben. Dans la Heiligen-Kreutzer-Hof, le capitaine d'une compagnie reçoit un ordre du comte d'Auersperg d'envoyer 50 hommes occuper les portes avec les soldats, et de ne laisser sortir ni les étudiants, ni les ouvriers, ni les gardes nationaux armés.

Midi. La garde nationale à cheval annonce aux barricades que la légion académique est maintenue ; les ouvriers reçoivent cette nouvelle avec enthousiasme, mais il n'en continuent pas moins leur travail. Dans les maisons, derrière les barricades, on voit des dames ranger avec ardeur des pavés. Quelques compagnies de la garde nationale s'avancent près de la douane, ayant à leur chapeau des bulletins imprimés sur lesquels ils déclarent qu'ils veulent le maintien de la légion académique. Aux barricades, sur le Hohenmarkt, on apporte aux défenseurs des paniers remplis de pain, de bière et de vin.

Nous devons faire mention de l'ardeur avec laquelle les femmes ont pris part au travail des barricades. On voyait des dames en chapeau apporter des pavés et d'autres encourager le peuple par des discours enthousiastes. Toutes les portes sont encore occupées par les soldats. A une heure, la garde nationale occupe en partie les portes ; à une heure et demie, l'ordre est donné aux soldats de se retirer. Le calme est maintenant rétabli.

Deux heures et demie. Toute la ville intérieure est couverte de barricades de première, seconde et troisième grandeur. Pour empêcher des attaques de la cavalerie, on a élevé des monceaux de pavé dans les intervalles. Les ouvriers de tous les faubourgs ayant sur leurs chapeaux et casquettes des bulletins portant cette inscription : « Maintien de la légion académique, » sont placés sous les ordres des étudiants et des bourgeois ; ils sont armés de pelles, de piques, de haches, de gourbins. Ils disent : « Tout pour les bourgeois et les étudiants de Vienne. » Le docteur Goldmark, dont le nom produit sur eux un effet électrique, leur apporte des concessions du conseil des ministres qui promet le maintien des conquêtes des 15 et 16 mai, ainsi que de la légion académique et de la rentrée de la garnison dans ses casernes ; il prie seulement d'enlever les barricades. Malgré l'autorité dont jouit M. Goldmark, le peuple ne veut pas lui céder. On dit que l'on ne veut plus se laisser tromper : il faut une garantie par écrit, et, dans ce cas même, on n'enlèvera pas les barricades, attendu que le bruit court que Windischgrätz marche contre Vienne à la tête de six régiments. Une partie des soldats, qui, ainsi que nous avons pu nous en convaincre, sont dans les meilleurs termes avec le peuple, se sont retirés, la police aussi a été obligée d'abandonner son poste à la garde nationale, et de laisser ses armes. A l'Université même, qui est fortifiée de manière à paraître imprenable, la disposition est très-belliqueuse ; sur un tableau on lisait ces mots : « Ce que nous demandons : La garnison devra quitter la ville dans les vingt-quatre heures, et il faudra que le ministère garantisse les conquêtes du 15 mai. L'empereur devra retourner dans huit jours à Vienne. Les barricades ne seront pas défaits avant, ni les fusils rendus ; il faudra que la diète se réunisse à Vienne, et que les soldats prêtent serment à la constitution. Enfin, on demande des otages tirés de la noblesse. »

Cinq heures et demie. L'agitation est effrayante ; les barricades, dans l'intérieur, se continuent avec une rapidité surprenante. Le peuple déchire les concessions faites par le conseil des ministres.

On ne se contente plus de l'assurance que les conquêtes du 15 mai seront maintenues, que la légion académique sera conservée, que l'on s'occupera du sort des travailleurs, que les soldats quitteront la ville. Les faubourgs sont tranquilles. Une grande masse d'ouvriers s'est rendue à Floressdorf avec des pelles et des haches pour détruire les rails, s'il arrivait, comme on l'annonce, de nouveaux régiments.

Six heures et demie. Le public circule par masses dans les

passages que laissent libres les barricades dont le nombre croît sans cesse. On annonce que le comte H... a été conduit sous forte escorte comme otage, en uniforme de garde nationale, à l'université. Les ouvriers agissent toujours avec prudence. Sur les portes des magasins, on lit fréquemment cette inscription (sans orthographe) : La propriété est sacrée.

Six heures du matin. En comparaison de l'agitation violente de la journée d'hier, la nuit s'est passée tranquillement. A dix heures, on entendit des coups de feu. A la nouvelle que le prince Windischgrätz est arrivé au Prater avec de nouvelles troupes, toutes les cloches sonnaient le tocsin ; mais bientôt on acquit la conviction qu'un passage du Danube près du Tabor était impossible, vu le grand nombre des ouvriers occupant les ponts et prêts à les couper. Les coups de feu que l'on avait entendus avaient été tirés en l'honneur de l'arrivée de la députation des jurats de la Hongrie.

A huit heures du soir, une notification du ministre Pillersdorf, annonçant l'établissement d'un comité de sûreté, calme les esprits.

A sept heures, on voyait devant l'hôtel du ministre des détachements de la légion académique, de la garde nationale et presque tous les ouvriers qui, après avoir chanté des airs nationaux, portèrent des vivats en l'honneur de l'empereur et du ministre. Là-dessus, les ouvriers ont procédé à la démolition des barricades, et demain, espère-t-on, les communications seront rétablies. (Gazette universelle autrichienne.)

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ANGLETERRE. LONDRES, 1<sup>er</sup> juin (Cité, 5 heures), consolidés pour compte, 83 7/8 à 84. (Globe.)

— On écrit de Dublin le 30 mai : On parle d'une grande démonstration que les confédérés irlandais doivent faire mercredi ou jeudi, afin de faire connaître au pays la marche qu'ils se proposent de suivre. On prétend que les clubs avaient longtemps délibéré samedi dernier sur la question de savoir si l'on tenterait de délivrer Mitchell ; une lettre pressante de MM. Smith et O'Brien les a détournés de ce projet. Lord Conclurey a envoyé 100 liv. pour la souscription ouverte au bénéfice de madame Mitchell. Un banquet a eu lieu à Dunboyne ; un toast a été porté à John Mitchell. M. Doheny s'est écrié que leur ami avait été assassiné, de propos délibéré, par un jury vendu et par un procureur général catholique. (O honte !) Mais qu'on le sache bien ; nous ne sommes pas gens à nous laisser intimider ainsi, et il est au ciel un Dieu vengeur (Applaudissements), et maintenant il s'agit de se tenir prêts pour la pire chance, pour l'éventualité la plus grave ; c'est pourquoi moi, qui ne crains ni la geôle, ni les fers, je vous dis en ce jour : Armez-vous ! (Applaudissements.)

Un toast a été porté à l'héroïne Mary Mitchell, qui disait à son mari, après la condamnation : Qu'importe, John, un jour ils payeront, ils expieront cruellement ce qu'ils font ; et s'il en est besoin, John, sache mourir pour l'Irlande. (Applaudissements enthousiastes. L'Assemblée se lève.)

M. Doheny. Amis, cette femme est l'étoile fixe qui guidera le patriote irlandais banni au jour de son retour ! Cette mère entourée de ses cinq enfants qu'adoptera l'Irlande, a dit adieu à son mari, elle l'a embrassé sans pleurer, parce qu'elle a foi dans les Irlandais, et j'espère que l'Irlande lui tiendra compte de son courage et de son dévouement à la patrie. (Applaudissements unanimes.) (Times.)

ESPAGNE. MADRID, le 28 mai. — Plusieurs journaux ont annoncé hier la démission de M. le ministre des finances, et cité différents candidats pour le remplacer. Il paraît, en effet, que M. Beltran de Lis a donné sa démission avant-hier, mais que Sa Majesté n'ayant pas trouvé convenable de l'accepter, le ministre restera à son poste. (Heraldo.)

ITALIE. — Le contre-amiral chevalier Albini, commandant l'escadre sarde dans l'Adriatique, a fait un rapport duquel il résulte que le 22 il s'est trouvé à Sacca di Piave (Venise), où était à l'ancre l'escadre napolitaine, composée de cinq frégates à vapeur, deux frégates à voile et un brick, sous les ordres du contre-amiral baron de Cosa ; elle était avec la division vénitienne, composée de deux bricks et une corvette. Ces forces réunies se sont mises à la poursuite de l'escadrille autrichienne ; mais, la nuit étant survenue, les bâtiments de cette escadrille, qui avaient le vent et qui étaient remorqués par les pyroscaphes du Lloyd, sont parvenus à entrer dans le port de Trieste. Les forces sardes, napolitaines et vénitiennes combinées y sont entrées à la suite des forces autrichiennes, le pavillon tricolore italien flottant à tous mâts, et les bâtiments italiens ont été rangés en bataille. L'escadrille autrichienne est forte de trois frégates, deux corvettes, cinq bricks, deux goëlettes, un pyroscaphe et ceux du Lloyd. Le gouvernement autrichien a fait construire trois fortes batteries pour

la défense du port de Trieste. L'escadre ennemie s'est mise sous leur protection. (Gazette piémontaise.)

— On écrit de Venise, le 21 mai. Les Autrichiens sont revenus sur Vicence avec des forces considérables. Le général Durando s'est empressé d'occuper les meilleures positions. Un combat acharné a été livré. Les Autrichiens se sont emparés de la première barricade du côté de Vérone, et ils ont occupé la caserne de San-Félice. Les Italiens ont pris deux canons à l'ennemi. L'issue de la lutte n'est pas encore certaine. Pendant la nuit, l'ennemi n'a pas cessé de bombarder Vicence. Le dommage n'a pas été grand ; trois ou quatre maisons seulement ont pris feu. On a fait 154 prisonniers aux Autrichiens. On croit que les corps autrichiens qui avaient passé l'Isonzo pour envahir les provinces du Frioul et descendre à Trévise, par suite des désordres de Trieste et des mouvements de la flotte italienne, ont été rappelés ; ils doivent repasser l'Isonzo.

On écrit de Vicence, le 25 mai. Après l'inutile attaque et le barbare bombardement de la place, les Autrichiens, qui pouvaient garder la position de l'Olmo, se sont dirigés vers Montebello. Ils ont brûlé quelques maisons, et se sont portés sur Caldiero. Ils emmènent, dit-on, dix-sept voitures de blessés à leur suite. (V. et deux mars.)

— Après l'héroïque défense de Vicence, ville ouverte et qui n'était protégée que par des barricades, le général Durando a adressé un ordre du jour à la garnison pour la féliciter. C'est un magnifique exemple donné à tous les défenseurs de l'indépendance italienne. « Vive l'union et l'indépendance italienne, vive Pie IX ! vive Charles-Albert ! » (Gazette de Milan.)

— On écrit de Pont, près Peschiera, 26 mai :

Le colonel d'Apice a reçu la nouvelle que, dans la nuit du 25 au 26, l'ennemi a attaqué le passage del Tonale à Valle-Camonica. Le poste est bien défendu. On sait positivement que Peschiera manque de vivres. Le roi Charles-Albert, voyant que Peschiera ne répondait plus au feu de ses batteries depuis quelques heures, a arboré le drapeau blanc. Le commandant de la place, à qui il avait envoyé le major La Marmora, pour l'inviter à se rendre, a demandé vingt-quatre heures pour en délibérer ; il a requis aussi la permission d'envoyer un officier à Vérone. Le roi a refusé : il a fait donner l'assurance au commandant que Nugent ne pouvait pas se réunir à Radetsky, à Vérone, dont la garnison autrichienne n'était pas en force ; il a accordé jusqu'à deux heures de l'après-midi du lendemain pour refuser. L'armistice a été accepté à ces conditions. On croit que le commandant se rendra. Les troupes ne sont pas d'accord et elles manquent de vivres. (Il Risorgimento.)

SUÈDE. STOCKHOLM, 18 mai. — Avant-hier soir, le comité de constitution a adopté le nouveau projet de constitution présenté par le roi, ainsi que la loi électorale libérale qui y était jointe. Le projet a été adopté à une majorité de 15 voix contre 9, et le vote a prouvé qu'un bourgeois seulement et un prêtre avaient voté contre, tandis que quatre nobles et trois paysans l'avaient repoussé. Ainsi le projet a été adopté par deux nobles, trois prêtres, cinq bourgeois et cinq paysans. (Gazette d'Augsbourg.)

SUISSE. BALE, 31 mai. — La diète s'est occupée, dans sa dernière séance, du rappel des troupes suisses qui sont au service de Naples. Il a été donné lecture du rapport des deux consuls de Naples et de Milan. Le premier annonce que les négociants suisses recevront une indemnité pour les pertes qu'ils ont faites ; le deuxième écrit qu'à la fin du mois le gouvernement provisoire remettra le pouvoir au roi de Sardaigne. Il y aura un congrès à Rome. (Gazette de Bâle.)

## BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

Le Journal de Rouen rend compte d'un banquet fraternel qui réunissait, à Saint-Sever, tous les sergents-majors, maréchaux des logis chefs et adjudants sous-officiers de la garnison de Rouen et de la garde nationale.

Cette fête, offerte aux sous-officiers de l'armée par les sous-officiers de la garde nationale rouennaise, a été l'occasion d'échanges de témoignages sympathiques également honorables pour tous les convives.

Déjà lundi dernier, au même endroit, sur l'invitation des sous-officiers de la ligne, une réunion semblable avait eu lieu, et divers toasts avaient été portés. Un jeune maréchal des logis, nommé Legrand, avait, à la fin de la soirée, adressé à la garde nationale un fort joli couplet très-vivement applaudi, et l'on s'était séparé en se donnant rendez-vous pour le surlendemain.

Hier, à six heures du soir, cent cinquante convives, heureux de se revoir une seconde fois, prenaient place autour d'une table élégamment décorée d'arbustes et sur laquelle était servi le ban-



quet d'une sincère fraternité. La fête a commencé par le cri unanime de *Vive la République!*

Pendant le dîner, la cordialité la plus franche, la gaieté la plus communicative n'ont cessé de régner parmi les convives. En ce moment, le coup d'œil de la salle, animée par la variété des uniformes, avait quelque chose de féerique.

Les cris de *Vive la République!* retentissaient encore, lorsque le général Gérard, qui avait promis de venir s'asseoir quelques instants à ce banquet, arriva avec son aide-de-camp et prit place au milieu des nouvelles acclamations que sa présence avait excitées.

Le général, après avoir accepté quelques rafraîchissements, adressa à la réunion une allocution chaleureuse par laquelle il fit ressortir toute l'importance de l'union de la garde nationale et de l'armée dans une même pensée d'ordre et de liberté.

Des toasts fraternels et patriotiques ont été portés, et, après le banquet, cette fête s'est prolongée encore quelque temps, animée par de joyeuses et d'intimes causeries.

— On lit dans la *Vigie de Dieppe* : On affirme que, pour le 4<sup>er</sup> juillet prochain, le chemin de fer de Dieppe pourra être mis en exploitation. Les entrepreneurs espèrent être en mesure de livrer la ligne pour cette époque.

— On lit dans le même journal : Il s'est passé au château de Pau une scène qui a vivement impressionné tous ceux qui ont été témoins. M. Bugnard, professeur au lycée de Pau, admis à l'honneur de voir Abd-el-Kader, lui a présenté un magnifique anneau d'or dont le chaton renferme un fragment de la tombe de Napoléon à Sainte-Hélène. L'ex-émir a refusé d'abord par discrétion; mais, sur l'observation qui lui a été faite que M. Bugnard possédait encore un petit bloc de cette pierre précieuse, que le général Bertrand lui a envoyée en 1842, Abd-el-Kader a accepté avec reconnaissance ce don et quelques vers imprimés qui attestent l'authenticité de son origine. L'illustre marabout a mis aussitôt la bague au petit doigt de la main droite, en disant que peut-être elle lui porterait bonheur. « Je le désire et je l'espère, » lui a répondu M. Bugnard, dont il a touché la main deux ou trois fois. Ensuite, M. Bugnard lui a présenté son fils, âgé de trois ans. Après avoir demandé le nom et l'âge de cet enfant : « Que Dieu le bénisse, » a-t-il dit en l'embrassant. Abd-el-Kader a fait offrir le café à tous les visiteurs, qui étaient au nombre de quinze à vingt.

SEINE-INFÉRIEURE. — On lit dans le *Nouvelliste du Havre* :

« Chaque jour amène de nouvelles révélations au sujet de Riancourt, l'assassin présumé de son secrétaire à Lillebonne. Riancourt se disait combattant de février, et se targuait d'une balafre qui lui sillonnait la joue comme de la cicatrice d'un coup de sabre qui lui aurait été donné par un garde municipal sur la place du Carrousel. Il est avéré que cette blessure a une origine beaucoup moins honorable, et que c'est dans une maison publique et des mains d'une prostituée qu'il l'a reçue.

« Nous apprenons de plus que la demande de l'extradition de Riancourt a été faite au gouvernement belge, mais que le fugitif, l'ayant prévue, s'est sauvé en Allemagne.

— On écrit de Tarbes, le 29 mai :

Hier, vers les onze heures du soir, la foudre est tombée sur la caserne de cavalerie, où elle a tué un chasseur, blessé deux sous-officiers, et causé aux bâtiments de notables avaries. Rien n'égale la bizarrerie de la marche du fluide. L'étincelle a atteint le bâtiment vers le faite du pavillon d'ouest et s'est divisée immédiatement en deux courants. L'un, descendant le long de la toiture, a gagné le mur occidental et glissé sur sa façade jusqu'à quelques mètres du sol, où une nouvelle division a eu lieu avant d'atteindre le sol commun. La trace de ce courant est indiquée soit par les dégradations de la toiture et du couronnement du mur, soit par une trainée noire telle qu'aurait pu la faire un énorme pinceau promené sur le mur de face, décroissant dans ses dimensions à mesure qu'on se rapproche de terre.

L'autre courant s'est dirigé vers l'est. Il a parcouru dans toute sa longueur (environ 150 mètres) le faitage en plomb, sans laisser dans tout cet espace d'autres traces de son passage que de légères boursofflures à ce même faitage, et un déplacement également peu sensible des ardoises qu'il recouvre. Parvenu au pavillon de l'est, l'électricité s'est divisée en plusieurs courants. Deux sont descendus au nord et au sud, le long des noues en plomb, ont gagné les poêles en tôle qui dominent la toiture, pénétré dans les chambrées, en brisant les planchers qui se trouvaient sur son passage. Dans la chambre du nord étaient couchés, dans des lits, placés à une grande distance l'un de l'autre, deux sous-officiers. L'un a été atteint par le fluide au cou et à la poitrine. Ses blessures ne présentent aucune gravité. L'autre a été frappé au talon. Nous renonçons à décrire le désordre occasionné dans cette cham-

bre sur les lits, dans les parois des murs, aux planchers haut et bas, au poêle et au massif en maçonnerie qui le supporte. Ces détails nous mèneraient trop loin. Dans la chambre opposée se trouvait, entre deux de ses camarades, le malheureux chasseur qui a été tué. Bien qu'on n'ait remarqué sur son corps aucune lésion grave, tout annonce que sa mort a été instantanée. Ce qui étonne le plus, c'est que les deux autres militaires, couchés dans des lits presque contigus à celui du foudroyé, n'ont rien su, rien entendu et ont été réveillés par les militaires des autres chambrées, accourus à leur secours. (Mémorial des Pyrénées.)

## ASSEMBLÉE NATIONALE.

(Suite de la séance d'hier.)

M. le président consulte l'Assemblée pour savoir quel jour elle entend fixer pour la discussion.

Voix diverses. A demain ! à lundi ! à mardi !

M. Larabit dit que la question est de la plus haute gravité ; il demande que le rapport soit imprimé et distribué, et que la discussion soit renvoyée à lundi.

M. Favre, rapporteur, au nom de la commission, appuie le renvoi.

M. de Mornay croit qu'avant de prendre un parti, l'Assemblée doit désirer que l'honorable membre qui est accusé fixe lui-même le jour où il sera prêt pour se défendre.

M. LOUIS BLANC. Comme représentant, j'ai dû protester contre un système que je considérais comme désastreux ; comme homme, j'ai n'ai qu'une chose à faire : c'est de me soumettre.

Après quelque discussion, les renvois à mardi et à lundi sont successivement rejetés. La discussion est fixée à demain.

Une longue agitation succède à ce vote ; la séance est longtemps suspendue.

L'ordre du jour est la discussion de la proposition de M. Pleignard, relative au mode d'examen et de discussion du projet de constitution.

M. Pleignard rappelle que sa proposition a pour but d'arriver à une discussion complète et à un examen sérieux du projet de constitution. L'Assemblée passe à la délibération des articles.

L'article 1<sup>er</sup> est ainsi conçu :

Le projet de Constitution, préparé par la Commission, sera distribué, puis examiné et discuté d'abord dans les bureaux.

Un membre demande que le projet de Constitution soit renvoyé dans les comités au lieu d'être renvoyé dans les bureaux : ces comités nommeraient eux-mêmes des commissaires qui s'entendraient avec les membres de la Commission de constitution.

Une discussion sans intérêt s'engage sur cette nouvelle proposition qui est tour à tour combattue et appuyée par divers membres : l'agitation qui règne dans la salle depuis le vote donne à cette discussion un caractère confus.

Le renvoi dans les comités est rejeté, et l'article premier de la proposition est adopté.

Art. 2. Après cet examen préparatoire, chaque bureau déléguera, s'il y a lieu, un de ses membres pour communiquer, devant la commission de constitution, les modifications que le bureau aura cru devoir apporter au projet.

M. Raudelot combat cet article, et propose de nommer dans chaque bureau une sous-commission qui fera elle-même un contre-projet de constitution et qui le discutera avec la commission primitive.

M. Babeau-Larivière défend la proposition : les commissaires nommés par les bureaux formeront une sous-commission unique ; de cette manière il y aura plus d'unité dans la discussion préparatoire.

M. Baze répond que les commissaires nommés par les bureaux n'auront d'autre mission que d'apporter à la commission les observations des divers bureaux ; mais ils ne peuvent former une sous-commission, puisqu'ils auront chacun un mandat séparé.

M. Crémieux appuie la proposition, qu'il trouve bonne en ce sens que chacun des membres de l'Assemblée, après une discussion préparatoire dans les bureaux, sera suffisamment préparé pour la discussion générale.

M. Raudelot retire sa proposition.

L'article 2 est adopté.

Art. 3. Après avoir entendu les délégués des bureaux, la commission de constitution délibérera de nouveau et arrêtera seule le projet définitif qui devra être rapporté à l'Assemblée nationale pour être discuté en séance publique.

Cet article est adopté ainsi que l'ensemble du décret.

M. Billault est appelé à la tribune pour présenter un rapport du comité des finances. Le comité des finances, dit-il, s'occupe chaque jour des grands intérêts qui lui sont confiés ; il espère pouvoir bientôt vous présenter un rapport complet sur l'ensemble de ses travaux ; il vient seulement, quant à présent, vous proposer deux mesures qu'il considère comme urgentes.

M. le rapporteur entre dans un examen rapide de l'aperçu de nos finances ; déjà il y a 55 millions de déficit sur les recettes, ce qui fait présumer un déficit de 100 millions sur l'année ; cela seul suffit pour démontrer que la plus grande économie doit présider à nos dépenses.

Il termine en présentant le projet de décret suivant :

Art. 1<sup>er</sup>. Les bons du trésor, émis antérieurement au 24 février 1848, renouvelés depuis cette époque, et actuellement encore en circulation, sont convertis, à la date de ce jour, en rentes 5 p. 0/0 au cours de 70 fr. pour tout porteur qui, dans la quinzaine à partir de la promulgation du présent décret, n'aura pas fait connaître par une déclaration reçue au ministère des finances son refus d'accepter cette consolidation.

Art. 2. Les porteurs de livrets des caisses d'épargne sont autorisés à convertir en 5 p. 100, au cours de 70 fr. la portion de leur dépôt, qui, aux termes de la décision du 11 mars, était remboursable en bons du trésor et en rentes 5 p. 100 au pair.

Tout déposant qui voudra user de cette faculté devra en faire la demande dans le mois de la promulgation du présent décret à l'administration de la caisse d'épargne, et la conversion sera opérée sans frais par l'intermédiaire de cette administration.

Art. 3. Le ministre des finances est autorisé à inscrire au grand livre de la dette publique la somme de rentes 5 0/0 (jouissance du 22 mars dernier) nécessaires pour opérer en capital et intérêts échus jusqu'à ce jour la consolidation opérée par le présent décret.

Art. 4. Pour les bons émis avant le 24 février et qui, sans avoir été renouvelés, ne sont pas encore échus, il sera tenu compte au Trésor de l'excédant d'intérêts de la conversion. Cet excédent sera calculé du jour de la conversion au jour de l'échéance du bon converti.

Art. 5. Après l'expiration des délais indiqués par les articles 1 et 2 du présent décret, il sera rendu compte à l'Assemblée nationale du résultat de l'opération. Ce rapport sera imprimé et distribué, la discussion sera fixée ultérieurement.

M. Duclerc, ministre des finances, sans répondre à toutes les propositions du comité dont le citoyen Billault s'est fait l'organe, annonce que le Trésor sera en mesure de remplir ses engagements et payera le semestre du 5 pour 100. Il annonce aussi que le Gouvernement combattrait le système de remboursement présenté au sujet des bons royaux.

M. le ministre de la guerre croit devoir contester le droit d'initiative "e prennent les comités.

Cette prétention soulève de violents murmures dans l'Assemblée.

M. Piétri développe sa proposition sur l'abrogation de la loi relative au bannissement de la famille Bonaparte.

M. Daragon propose un ordre du jour motivé ainsi conçu : L'Assemblée nationale, considérant que l'article 6 de la loi du 8 avril 1852 a été abrogé par l'admission comme représentants du peuple de trois membres de la famille de Bonaparte, passe à l'ordre du jour.

L'on demande l'ordre du jour simple et sans commentaires.

M. Crémieux appuie l'ordre du jour motivé. La révolution de février a abrogé la loi de 1852, qui n'était elle-même que la conséquence de la loi de 1816. Ce serait une honte pour la révolution de février, ce serait même un crime (Oh ! oh !) que de vouloir maintenir la proscription de la famille Bonaparte. (Agitation prolongée.)

UN MEMBRE. Le prince Louis Bonaparte est revenu en France pour reconstituer l'empire. L'abrogation du décret aurait pour résultat de nouvelles tentatives contre la République. (Explosion de murmures.)

M. BOULAY de la Meurthe proteste chaleureusement en faveur des sentiments de celui dont on s'occupe. L'empire ne pourrait se rétablir qu'au prix de la guerre civile et le prince Louis Bonaparte est trop bon français pour rêver un trône qu'il faudrait payer si cher.

M. Crémieux, ministre de la justice, propose et soutient une autre rédaction de l'ordre du jour motivé : Considérant que l'article 6 de la loi de 1852 a été virtuellement abrogé par la révolution de Février l'Assemblée passe à l'ordre du jour.

Après une discussion fort confuse et fort peu intéressante, l'Assemblée rejette les deux ordres du jour motivés, et adopte la prise en considération de la proposition de M. Piétri, conçue en ces termes :

L'art. 6 de la loi du 8 avril 1852, relatif à l'exclusion de la famille de Bonaparte, est abrogé.

M. Rey développe sa proposition relative à la Légion d'Honneur. Cette proposition consiste au rétablissement de l'effigie de Napoléon sur la croix.

M. Glais-Bizoin combat cette proposition qui, dit-il, s'est reproduit bien des fois dans les mêmes termes. Il n'y a aujourd'hui de changé que les circonstances. Si une semblable proposition était accueillie, ajoute l'orateur, je déposerais sur le bureau du président une proposition pour que la Croix d'Honneur fût immédiatement retiré à tous ceux qui n'appartiennent pas à la guerre et à la marine. Si l'on admettait en partie la proposition, si l'on voulait ôter l'effigie de Henri IV qui est sur la Croix d'Honneur, il faudrait la remplacer, non pas par l'effigie de Bonaparte, mais par l'effigie de la République.

M. DONATIEU-MARQUIS demande qu'on ne prenne aucune détermination avant que le comité chargé d'examiner la question des décorations ait terminé son travail.

M. DUCOUX dit qu'il n'est pas sûr que l'institution de la Légion d'honneur soit maintenue. Dans tous les cas, si elle est maintenue, elle devra subir des modifications pour la mettre en harmonie avec nos institutions républicaines.

M. Larabit ne s'oppose pas à l'ajournement, mais il rappelle que l'ordre de la Légion d'honneur a été institué sous la République par Bonaparte, qui était alors premier consul.

M. DUCOUX. Qui, mais dans ce moment-là, il rêvait déjà la destruction de la République. (Bruits divers.)

M. CRÉMEUX. Le Gouvernement provisoire s'était occupé de la Légion d'Honneur. Mais deux motifs l'ont empêché de rien décider à cet égard. Remarquez que la Légion d'Honneur a créé des droits importants, non pas seulement dans cette partie de la population à laquelle elle avait été si honteusement prodiguée, mais parmi ces braves qui l'ont conquise au prix de leur sang, et auxquels sans doute vous ne voudrez pas ravir ce qu'ils ont si noblement gagné. (Non ! non !)

La commission de Constitution devra d'ailleurs s'occuper de cette question. Laissez-la donc achever son œuvre ; et ne vous hâtez pas de prendre une décision dans une si grave question, sur laquelle vous serez inévitablement appelée à vous prononcer plus tard.

Un membre réclame en faveur de l'institution de la Légion d'Honneur, institution éminemment démocratique. La croix d'honneur a brillé d'abord sur les nobles poitrines du peuple, et venir aujourd'hui attaquer cette institution, c'est faire une insulte au sentiment national. (De toutes parts, très-bien ! très-bien !)

M. CLÉMENT THOMAS, s'élançant à la tribune. (On demande de toutes parts la clôture avec force. Une grande agitation se produit dans l'Assemblée, et l'honorable membre, toujours à la tribune, est obligé d'attendre que le calme se soit un peu rétabli pour demander à parler contre la clôture.



Quelques voix : Parlez ! parlez !

M. CLÉMENT THOMAS. Je ne voudrais pas laisser passer sans réponse les dernières paroles que vous venez d'entendre, et qui me paraissent avoir été accueillies par les acclamations de l'Assemblée. Qu'est-ce donc que ces hochets de la vanité dont on persiste à rester affublé... (Violentes et vives interruptions. Des exclamations diverses partent de tous les bancs. Un tumulte inaccoutumé règne dans la salle, et la séance est suspendue de fait. Des groupes nombreux parlent avec chaleur dans les diverses parties de la salle.)

M. Cl. Thomas fait tête à l'orage, et, les bras croisés, attend la fin de l'orage, et semble défier ses interrupteurs.

M. Clément Thomas, au milieu d'un tumulte qui va croissant, répète que le gouvernement qui mettra la main sur ces signes qui blessent l'égalité fera quelque chose de fort juste et de fort républicain.

M. LE GÉNÉRAL LE BRÉTON. Et moi, je soutiens que ces attaques sont une offense au sentiment national. (Très-bien ! très-bien !)

L'Assemblée, au milieu du tumulte, prononce l'ajournement de la proposition.

La séance est levée.

Demain à 4 heures séance publique.

La séance a été des plus dramatique, une orageuse discussion, qui a duré quatre heures, s'est engagée sur les conclusions de la commission, et la demande en poursuites contre M. Louis Blanc, qui a été entendu plusieurs fois; tous les orateurs, à l'exception du rapporteur de la commission, ont parlé contre l'autorisation demandée. Après trois épreuves douteuses, le vote a eu lieu au scrutin de division; la demande en poursuites a été rejetée par 359 voix contre 536.

Séance du 3 Juin.

PRÉSIDENCE DE M. BUCHEZ.

A 4 heures, la séance est ouverte. Le procès-verbal est lu et adopté.

M. LÉON FAUCHER demande la parole sur le procès-verbal. Il y est dit que le rapport du comité des finances avait été provoqué par une pétition. Le rapport a eu lieu par ordre de l'Assemblée, et sur le renvoi de la proposition du citoyen Faucher.

M. PÉREZ. La question soulevée par le rapport entendu hier a son importance. Je demande le renvoi de cette question au comité du règlement. Le règlement ne dit rien du droit d'initiative attribué aux comités. (Rumeurs diverses.)

Une voix. L'ordre du jour ! Le comité des finances a usé de son droit.

M. PÉREZ. Le règlement dit positivement qu'une proposition ne peut être prise en considération sans une demande de son auteur, et sans une lecture préalable.

L'ordre du jour est adopté.

Plusieurs pétitions et adresses sont déposées.

M. LE PRÉSIDENT. L'ordre du jour appelle la discussion de la demande en autorisation de poursuites contre le citoyen Louis Blanc. Citoyens représentants, je dois vous dire à ce sujet que beaucoup de représentants ont demandé qu'il n'y eût pas de discussion sur cette demande. (Marques d'étonnement, réclamations.) Ces honorables représentants expriment le désir que l'Assemblée vote sans discussion, de telle sorte que le vote, conforme aux conclusions du rapport, ne se prononce dans aucun sens pour ou contre, et que toute liberté soit laissée au cours de la justice. (Murmures.) Cette demande est-elle appuyée ? (Oui ! non ! non !)

M. LE PRÉSIDENT. La demande n'étant pas appuyée, l'Assemblée passe à la discussion. La parole est au citoyen Mathieu (de la Drôme).

M. MATHIEU (de la Drôme). Je viens combattre en peu de mots les conclusions du rapport. Citoyens, j'ai lu avec le plus grand soin le rapport de votre commission. Qu'y ai-je trouvé ? Rien, sinon que la commission refusait de s'expliquer; elle ne veut pas entraver le cours de la justice, en se renfermant dans les limites de la loi qui prescrit le silence sur les premiers actes d'une procédure. C'est en face de cette déclaration qu'on vous demande un rapport de confiance; cette proposition a soulevé des murmures, et pourtant elle était juste.

M. LARABIT. Je viens aussi combattre les conclusions du rapport. L'attentat du 15 mai avait pour but, on l'a dit, d'agir sur l'Assemblée par la pression extérieure de l'intimidation. C'était une pensée criminelle, un attentat contre le suffrage universel, contre la souveraineté du peuple. Les émeutiers ne voulaient pas aller jusqu'au poignard, mais intimider l'Assemblée, qui a prouvé par son attitude ferme et calme, qu'elle était digne de la confiance de la France. L'émeute a été vaincue, et cette journée du 15 mai a anéanti de sinistres projets. Chacun aujourd'hui s'incline devant l'Assemblée nationale. Je vois dans le rapport de la commission que le citoyen Louis Blanc a, dans ses écrits, commis des erreurs économiques. Ces simples paroles me semblent déjà redoutables, et font pressentir le jugement. Je suis même étonné que le citoyen Louis Blanc n'en soit pas plus effrayé qu'il ne le paraît à l'aspect du donjon de Vincennes. (Exclamations diverses.) Peut-on donc le condamner pour avoir émis des doctrines, des théories ayant pour objet de demander que le peuple des villes et des campagnes obtienne le salaire qui lui est dû ? Pouvons-nous donc, parce qu'il a écrit ces principes, priver l'assemblée de ses lumières ? Il faut qu'il reste dans cette enceinte, qu'il assiste aux travaux du comité des travailleurs. (Interruption prolongée.)

Comme citoyen, je pourrais soumettre ma décision à l'avis de la commission; mais, comme représentant, je ne puis déléguer à personne la confiance dont j'ai été investi. C'est une chose grave qu'on vous demande, citoyens. Je ne parle pas de cette assemblée; mais celles qui lui succéderont ne pourraient-elles essayer d'opprimer la minorité. (Bruit.) Est-ce si difficile de trouver un magistrat complaisant ? (Murmure.) Je m'étonne de ces réclamations. Sous les régimes déchus, n'en a-t-on pas trouvé de ces ma-

gistrats ? La majorité ne peut-elle pas aussi toujours nommer des commissions comme elle l'entend ? Le rapporteur n'avait du reste pas besoin de dire que le réquisitoire était exempt de traces d'esprit de parti et d'animosité : nous en sommes entièrement convaincus; mais ce qui nous préoccupe, c'est la gravité du précédent qu'on va établir. Une assemblée comme celle-ci ne peut, sans entendre, se prononcer sur un acte dont elle n'aurait pas étudié par elle-même les éléments. Citoyens, faire le contraire, ce serait abdiquer sa propre raison. Il nous faut la conviction. Et comment l'aurions-nous lorsque la commission a pu dire qu'elle espérait que les charges s'évanouiraient au jour du débat ? Nous n'en savons rien, je le répète. Le réquisitoire a dû grouper les faits les plus accablants, et quels sont ces faits ? Il y en a deux. Voyons quelle en est la gravité.

L'orateur rappelle que si en effet le citoyen Louis Blanc a parlé à l'émeute, il ne l'a fait qu'après avoir consulté le président, et que ses discours n'ont eu pour but que l'ordre et la conciliation. Songez-y, citoyens, ajoute l'orateur, le vote qui vous est demandé sera suivi de l'arrestation de votre collègue. La détention préventive est toujours une chose fâcheuse; mais exercée sur un représentant, elle a une bien autre gravité. J'ajoute un dernier mot : le moindre fonctionnaire public, un garde-champêtre ne peut être mis en état d'arrestation qu'après autorisation du conseil d'Etat; vous ne voudrez pas que notre collègue ait une moindre garantie. Je ne connais pas le citoyen Louis Blanc, et sur mon âme, sur ma conscience, je le déclare devant Dieu, je ne trouve rien dans ce qui nous a été communiqué qui puisse nous engager à autoriser des poursuites contre le citoyen Louis Blanc.

Quelques voix. Il ne vent pas y aller.

M. LARABIT. Le comité des travailleurs réclame sa présence : Le président de ce comité, M. Corbon, l'a engagé à s'y rendre. Il ne peut s'y refuser. (Interruption.) Je parle des motifs énoncés dans le rapport, et je dis qu'ils ne peuvent suffire pour accorder l'autorisation.

M. LAURENT (de l'Ardèche). Le rapporteur de la Commission a dit que dans cette affaire il n'y a eu ni persécution ni esprit de parti. En présence d'une telle déclaration, je ne m'explique pas la conclusion du rapport. A-t-on donc voulu, dans le représentant, poursuivre l'historien qui s'est déjà distingué, malgré les erreurs qu'il a pu commettre (bruits divers). S'il en était ainsi, M. Louis Blanc, loin de se plaindre du réquisitoire, aurait à s'en féliciter, comme d'un témoignage rendu à ses talents littéraires.

Nous pouvons aussi nous féliciter de la tournure qu'a prise le débat. Les accusés du 15 mai 1848 sont plus heureux que ceux du 31 mai 1793, qui ont subi les plus grossiers, les plus sanglants outrages. Autrefois les victimes étaient conduites au supplice ornées de fleurs et de bandelettes, Louis Blanc, accusé à cette tribune, est également orné de fleurs et de bandelettes. (Rires, interruptions.)

Quand il s'agit de défendre l'inviolabilité d'un représentant, de le livrer à la justice criminelle, ne devons-nous pas avant tout aller au fond des choses. On nous demande un vote de confiance. On nous dit qu'il ne s'agit pas de parti, mais seulement le représentant au droit commun.

Je dis que c'est là une mesure politique dont le caractère même ne peut être contesté en présence du réquisitoire.

Est-ce qu'aujourd'hui, avant de vous décider, vous ne devez pas examiner les faits ? Vous avez renvoyé la demande à vos bureaux; les bureaux ont nommé une commission. Cette commission a vu toute la procédure, et elle vous propose de sanctionner le réquisitoire. Et l'on vient dire que cela ne préjuge rien ! Quoi ! la commission vous dit qu'elle ne s'est prononcée qu'après un examen scrupuleux, et l'on viendrait soutenir qu'il n'y a pas préjugé dans la mesure que l'on vous propose ! Il y a un préjugé accablant, car cette mesure sanctionne le réquisitoire.

On nous demande d'adopter les conclusions de la commission. Pour cela, il nous faut la conviction qu'il y a charge suffisante. La commission dit oui. Je dis, moi, que nous ne sommes pas assez éclairés pour prononcer sur une si grave question, et dans le doute nous devons nous abstenir. Je vote contre les conclusions de la commission.

M. BAC. Je crois remplir un devoir de conscience en venant exprimer à l'Assemblée les motifs qui m'ont déterminé à me séparer de la majorité de votre commission. Je regrette de n'avoir pas à répondre aux raisons qui ont pu déterminer les membres de cette majorité. M. Louis Blanc a dénoncé la conspiration du mensonge. Dois-je me plaindre de la conspiration du silence ? Le silence ! Quelqu'un peut-il ici, dans une aussi grave question, garder dans le fond de sa conscience les motifs qui feront déterminer un vote ? Je ne le crois pas.

La séance continue.

## NOUVELLES DIVERSES.

M. GENEVAY, administrateur du palais du Luxembourg, adresse à M. Charles Blanc la lettre suivante, qu'on nous prie d'insérer :

« Mon cher directeur,

« Nommé administrateur du palais national du Luxembourg, dès que cette résidence fut donnée par le gouvernement provisoire aux citoyens Louis Blanc et Albert, je crois de ma loyauté de protester de toutes mes forces contre un bruit que plusieurs feuilles publiques ont malheureusement accueilli.

« On prétend que les citoyens Louis Blanc et Albert ont fait d'énormes dépenses pour leur table; c'est une erreur ou une calomnie. Le premier mois, après bien des résistances, la table des deux membres du gouvernement provisoire fut servie à 6 fr. par jour et par tête; mais le second mois, les citoyens Albert et Louis Blanc, ayant trouvé la nourriture encore trop abondante, ils n'autorisèrent plus qu'une dépense de 2 fr. 50 c. pour le déjeuner, et de 2 fr. 50 c. pour le dîner. Les preuves et pièces à l'appui

peuvent être immédiatement fournies.

« Agréez, etc.

« Ce 31 mai 1848.

— M. Charles Kello est nommé préfet du Morbihan.

— « M. G. Cazavan, rédacteur en chef du Journal de Rouen, est nommé préfet des Basses-Pyrénées.

— Nous avons fait connaître les poursuites dirigées à l'occasion d'une affiche intitulée : *Candidature de Joinville*, et signée *Viguié, négociant, rue Bergère, 24*. Le procureur de la République, M. Landrin, a requis une instruction contre l'auteur et contre l'imprimeur de cette affiche. En vertu d'un mandat délivré par M. Broussais, juge d'instruction, une perquisition a été opérée au domicile du sieur Viguié et dans l'imprimerie de M<sup>me</sup> Lacombe, par M. Nusse, commissaire de police; le sieur Viguié a, dit-on, répondu en montrant des lettres qu'il venait de recevoir et dans lesquelles on le félicitait sur son courage, qu'il croyait, en publiant son affiche, avoir fait un acte essentiellement utile à l'union des Français et au salut de la République.

Des poursuites ont également été ordonnées à l'occasion de la publication d'une brochure intitulée : « Lettres de Henri V à l'Assemblée nationale », dans laquelle l'écrivain pseudonyme fait dire au dernier membre de la branche aînée des Bourbons : « Pourquoi ne serais-je pas de l'Assemblée nationale ? »

— Il y a trois ou quatre jours environ, des ouvriers en assez grand nombre étaient occupés à sortir du Palais-National des tableaux lacérés, criblés de coups de sabre et de coups de crosse de fusils, des statues brisées et des bronzes mutilés ou défigurés par le feu. C'était chose triste et douloureuse à voir que la translation de ces chefs-d'œuvre, invalides de l'art, dans les ateliers qui leur avaient été désignés pour hôpitaux.

Grâce à la protection d'un officier de la garde marine, nous avons pu entrer dans le palais.

Dans une seule pièce, au rez-de-chaussée, nous avons vu dix milliers de kilogrammes pesant de bronzes, de cuivres dorés, de pendules, de candélabres, de coupes ciselées, d'urnes et de statuettes antiques. Toutes ces richesses n'étaient plus que de la ferraille ou du cuivre. Hélas ! hélas ! des nymphes, des satyres, un Jupiter tonnant, la magnifique Corinne de Denière, tous les dieux de l'Olympe foudroyés, carbonisés. Une statue d'Apollon pulvérisée, une Vénus de Casanova, chef-d'œuvre conquis par le général Rapp, mutilée, décapitée ! LUËTE, VERNES !

Pour constater toute l'étendue du désastre, nous sommes montés à la chapelle. Que de fortunes diverses a subies cette pièce avant d'être convertie en oratoire. Le Tribunal y a tenu ses séances; la régence y a dansé. Après le 24 février, la chapelle a été convertie en ambulance; aujourd'hui elle ressemble à faire peur à la boutique d'un marchand de cadres. Le long des murs, il y a par centaines des châssis et des cadres vides des chefs-d'œuvre de l'école flamande.

La galerie dite des *Portraits* est entièrement détruite. On s'explique, à la rigueur la destruction de ces portraits de famille. Mais comment s'expliquer le Guillaume Tell de Steuben mis en lambeaux, la Mendiante, de Léopold Robert, et une autre admirable toile du même peintre, déchirées du haut en bas ? Les quatre Vernet, si connus des artistes, sous le nom des quatre batailles : Jemmapes, Valmy, Hanau et Montmirail; un des plus beaux portraits de l'empereur, peint par Gérard, une toile de Géricault et une foule d'autres chefs-d'œuvre, hachés, déchiquetés, perdus peut-être ?

Ce n'est pas le peuple intelligent que nous connaissons, me disais-je, qui a commis ces actes de vandalisme. Quelque mauvais génie, bâtard d'Erostrate, se sera caché dans ses rangs, et aura usurpé son nom ; le peuple qui savait applaudir Talma et Mars, le peuple qui sait applaudir Rachel aux beaux endroits, doit comprendre et admirer la peinture et la statuaire.

## Bourse de Paris du 3 Juin.

FONDS FRANÇAIS.			
5 0/0.....	47 25	5 0/0.....	67 25
4.....	54	Banque de France.....	1210
4 1/2.....	58	Oblig. de la ville de Paris.....	»
CHEMINS DE FER.			
Saint-Germain.....	»	Champoux à Hazebrouck.....	»
Obligations anc.....	»	Avignon à Marseille.....	215
— nouv.....	»	Strasbourg à Bâle.....	85
Versailles (rive droite).....	115	Obligations.....	»
Obligations anc.....	»	Mulhouse à Thann.....	»
— nouv.....	»	Bordeaux à la Teste.....	»
Versailles (rive gauche).....	103	Montpellier à Cette.....	»
Paris à Orléans.....	560	Cette à Bordeaux.....	»
Obligations.....	»	Paris à Sceaux.....	»
Orléans à Bordeaux.....	598 75	Montereau à Troyes.....	»
à Vierzon.....	257 50	Aviens à Boulogne.....	»
Paris à Reims.....	400	Dieppe à Fécamp.....	»
Obligations.....	»	Paris à Lyon.....	297 50
Rouen au Havre.....	205	Tours à Nantes.....	556 25
Obligations.....	»	Paris à Strasbourg.....	553 75
Nord.....	555	Andréux à Roanne.....	»
CANAUX.			
Quatre Canaux.....	765	Canal de Bourgogne.....	»
Jouissance.....	»	— — — — —	»
Trois Canaux.....	»	Canal de la Sambre.....	»

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 4.